

## REGIE DES BATIMENTS

[C – 2019/13246]

**6 JUIN 2019. — Arrêté royal octroyant une subvention au Service social commun aux Services publics fédéraux horizontaux et à la Régie des Bâtiments pour l'année budgétaire 2019**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral notamment les articles 122, 123 et 124;

Vu la loi de finance du 21 décembre 2018 pour l'année budgétaire 2019, notamment l'article 2, § 3;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 2014 portant création du Service social commun aux Services publics fédéraux horizontaux et à la Régie des Bâtiments;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 avril 2019;

Sur la proposition du Ministre de la Justice chargé de la Régie des Bâtiments,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Une subvention de 206.000,00 EUR est allouée à l'ASBL « Service social commun aux Services publics fédéraux horizontaux et à la Régie des Bâtiments » (compte BE14 6790 0012 4783) comme contribution pour couvrir les dépenses 2019.

**Art. 2.** Le montant visé à l'article 1<sup>er</sup> sera imputé au crédit inscrit à l'article 511.06 du budget de la Régie des Bâtiments.

**Art. 3.** Une première tranche d'un montant de 185.400 EUR sera liquidée immédiatement.

Le solde de ce subside, en l'occurrence de maximum 20.600,00 EUR sera justifié par la production d'un rapport pour l'année 2019 et de pièces justificatives, dont le rapport annuel et les comptes de l'année 2019 et le rapport du reviseur d'Entreprise pour la même année 2019.

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 5.** Notre Ministre de la Justice chargé de la Régie des Bâtiments est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Ministre de la Justice chargé de la Régie des Bâtiments,  
K. GEENS

## REGIE DER GEBOUWEN

[C – 2019/13246]

**6 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot toekenning van een subsidie aan de gemeenschappelijke Sociale Dienst bij de horizontale Federale Overheidsdiensten en de Regie der Gebouwen voor het begrotingsjaar 2019**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat inzonderheid op de artikelen 122, 123 en 124;

Gelet op de Financiewet voor het begrotingsjaar 2019 van 21 december 2018, inzonderheid op artikel 2, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2014 koninklijk besluit houdende oprichting van een gemeenschappelijke Sociale dienst bij de horizontale Federale Overheidsdiensten en de Regie der Gebouwen ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 april 2019;

Op de voordracht van Minister van Justitie, belast met de Regie der Gebouwen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een subsidie van 206.000,00 EUR wordt toegekend aan de VZW "Gemeenschappelijke sociale dienst bij de horizontale Federale Overheidsdiensten en de Regie der Gebouwen" (rekening : BE14 6790 0012 4783) als bijdrage ter dekking van de uitgaven 2019.

**Art. 2.** Het in artikel 1 vermeld bedrag zal op het krediet ingeschreven worden op het artikel 511.06 van de begroting van de Regie der Gebouwen.

**Art. 3.** Een eerste schijf van 185.400,00 EUR, zal onmiddellijk uitgekeerd worden.

Het saldo van deze toelage, van maximum 20.600,00 EUR, zal verantwoord worden door het voorleggen van een verslag voor het jaar 2019 en bewijsstukken, waaronder het jaarverslag en de rekeningen van het jaar 2019 en het verslag van de bedrijfsrevisor voor hetzelfde jaar 2019.

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

**Art. 5.** Onze Minister van Justitie belast met de Regie der Gebouwen wordt met de uitvoering van dit besluit belast.

Brussel, 6 juni 2019.

FILIP

Van Koningswege :

Minister van Justitie belast met de Regie der Gebouwen,  
K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2019/12969]

**17 JUIN 2019. — Arrêté royal portant approbation du Code de conduite relatif aux incitations dans le cadre des assurances-vie et des assurances non-vie**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi 4 avril 2014 relative aux assurances, article 287 ;

Sur la proposition conjointe du Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, le Ministre des Finances et le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des PME,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le code de conduite relatif aux incitations dans le cadre des assurances-vie et des assurances non-vie, est approuvé.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2019/12969]

**17 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de gedragscode voor inducements voor levens- en niet-levensverzekeringen**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen, artikel 287;

Op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Werk, Economie en Consumenten, de Minister van Financiën en de Minister van Middenstand, Zelfstandigen en KMO's,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De gedragscode voor inducements voor levens- en niet-levensverzekeringen, wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Le ministre qui a l'Economie et la Protection des consommateurs dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 juin 2019.

**PHILIPPE**

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et  
Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs,  
K. PEETERS

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,  
A. DE CROO

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des PME,  
D. DUCARME

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Economie en de Bescherming van de consumenten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 juni 2019.

**FILIP**

Van Koningswege :

De Vice-eersteminister en  
Minister van Werk, Economie en Consumenten,  
K. PEETERS

De Vice-eersteminister en Minister van Financiën,  
A. DE CROO

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen en KMO's,  
D. DUCARME

### Code de conduite relatif aux incitations dans le cadre des assurances-vie et des assurances non-vie

#### Préambule

Le présent code de conduite a été établi de commun accord entre toutes les associations professionnelles du secteur des assurances (entreprises et intermédiaires d'assurance), en tenant compte des remarques et observations de la FSMA, lesquelles sont indiquées par un astérisque.

#### 1. Généralités

Les principes de base qui doivent toujours être respectés sont les suivants :

- Principes en matière de conflits d'intérêts : l'intérêt du client occupe une place centrale. Il n'est pas autorisé de rémunérer un produit d'une manière telle que l'intermédiaire soit incité à vendre ce produit en lieu et place du produit correspondant le mieux aux intérêts et aux besoins du client ;

- Principe de proportionnalité : les rémunérations doivent être raisonnables au regard de la prestation de service pour laquelle elles sont versées.

#### 2. Règles spécifiques pour les rémunérations non monétaires :

##### i. Séminaires de formation

Le secteur propose les règles suivantes :

- Les séminaires de formation peuvent durer au maximum trois jours et deux nuits, temps de trajet inclus.\*

- Ils doivent avoir lieu sur le continent européen.

- La participation à ces séminaires ne peut pas être liée à certaines contreparties qui pourraient donner lieu à un conflit d'intérêts.

- Par demi-jour complet, au moins 2 heures de formation doivent être prévues.

Ces heures doivent pouvoir faire l'objet de l'octroi de points de recyclage. En d'autres termes, la formation doit être reconnue par la FSMA et il est demandé que l'offre de formations reconnues soit étendue à des sujets qui ne sont pas strictement liés à la technique de l'assurance, mais qui sont tout à fait pertinents d'un point de vue professionnel pour les intermédiaires (visites d'entreprise, trendwatchers, motivational speakers, formation informatique, formations en management, organisation de bureau, people management...).

- Les partenaires et les membres de la famille ne peuvent ni être invités ni être présents.\*

##### ii. Evénements

Les invitations à des événements (sportifs, culturels, musicaux, gastronomiques...) sont autorisées si :

- la durée de l'événement n'excède pas deux jours et une nuit ;

- l'événement se déroule sur le continent européen.

La participation à un événement ne peut pas être subordonnée à des critères qui pourraient donner lieu à un conflit d'intérêts potentiel.

#### 3. Liste négative

La loi prévoit que le code de conduite doit également contenir une liste non exhaustive d'incitations considérées comme ayant un effet négatif sur la qualité du service fourni au client.

Liste de pratiques interdites :

- Les voyages, qu'ils soient gratuits ou payants pour l'intermédiaire. (cf. P.S.)

- Lorsqu'il existe une relation de conseil en placement entre l'intermédiaire et le client, les incitations pour une période limitée par produit ou pour une catégorie très limitée de produits. Cela n'empêche toutefois pas l'assureur d'organiser une action commerciale pour l'ensemble des produits de la branche 23, pour autant que son offre de produits de la branche 23 soit suffisamment variée pour qu'il dispose d'une branche 23 appropriée pour tous les « types » de clients.

- Les séminaires de formation et les événements qui ne respectent pas les règles du présent code de conduite.

P.S. :

Tous les voyages pour lesquels un règlement a déjà été communiqué aux intermédiaires peuvent encore être effectués, même si ces voyages ont lieu après l'entrée en vigueur du code de conduite, et ce, jusqu'au 31 décembre 2020 au plus tard.

ASSURALIA,  
Philippe Colle  
FVF,  
Kelly Schamphelaere

FEPRABEL,  
Patrick Cauwert  
BVVM-UPCA,  
Jean-Jacques Surny

BZB-FEDAFIN,  
Albert Verlinden

## Gedragscode voor inducements voor levens- en niet-levensverzekeringen

### Preamble

Deze gedragscode kwam tot stand in onderling overleg tussen alle beroepsverenigingen van de verzekeringssector (verzekeringsondernemingen en tussenpersonen) en rekening houdend met de opmerkingen en bedenkingen van de FSMA die aangeduid zijn met een asterisk.

#### 1. Algemeen

De basisprincipes die altijd moeten gerespecteerd worden zijn:

- Principes inzake belangenconflicten: het belang van de klant staat centraal. Het is niet toegelaten om een product zodanig te vergoeden dat de tussenpersoon ertoe kan aangezet worden om dat product te verkopen in plaats van het product dat het best tegemoet komt aan de verlangens en behoeften van de klant;

- Principe van proportionaliteit: de vergoedingen moeten redelijk zijn gelet op de dienstverlening waarvoor ze worden betaald.

#### 2. Specifieke regels voor niet monetaire vergoedingen:

##### i. Opleidingsseminaries

De sector stelt volgende regels voor:

- De opleidingsseminaries mogen maximaal drie dagen en twee nachten duren, reistijd inbegrepen.\*

- Ze moeten plaatsvinden op het Europese continent.

- De deelname mag niet gekoppeld zijn aan bepaalde tegenprestaties die aanleiding zouden kunnen geven tot een belangenconflict.

- Per volledige halve dag worden minstens 2 uur opleiding voorzien.

Er moeten bijscholingspunten kunnen worden toegekend voor deze uren. Maw. de opleiding moet erkend zijn door de FSMA en gevraagd wordt dat het aanbod uitgebreid wordt met onderwerpen die niet strikt verzekerings-technisch zijn, maar wel professioneel zeer relevant zijn voor de tussenpersonen (bedrijfsbezoeken, trendwatchers, motivational speakers, IT-opleiding, managementopleidingen, kantoororganisatie, people management...).

- Partners en familieleden mogen niet uitgenodigd worden en aanwezig zijn. \*

##### ii. Events

Uitnodigingen voor events (sportieve, culturele, muzikale, gastronomische, ...) zijn toegelaten indien:

- het evenement niet langer duurt dan twee dagen en één nacht;

- het doorgaat op het Europese continent.

Ook hier mag de deelname aan een event niet afhankelijk gemaakt worden van criteria die zouden kunnen aanleiding geven tot een mogelijk belangenconflict.

#### 3. Negatieve lijst

De wet voorziet dat de gedragscode tevens een niet-exhaustieve lijst moet bevatten van inducements die geacht worden afbreuk te doen aan de kwaliteit van de aan de klant verleende dienst.

Lijst van verboden praktijken:

- Reizen, ongeacht of deze gratis of betalend zijn voor de tussenpersoon (zie PS).

- Wanneer tussen de tussenpersoon en de klant een relatie van beleggingsadvies bestaat, incentives voor een beperkte periode per product of voor een zeer nauwgedefinieerde categorie van producten. Dit verhindert echter niet dat de verzekeraar een commerciële actie organiseert voor alle tak 23 producten voor zover hij over een voldoende verscheiden aanbod van tak 23 producten beschikt waardoor hij voor alle 'types' klanten een passende tak 23 heeft.

- Opleidingsseminaries en events die niet voldoen aan de regels van deze gedragscode.

PS:

Alle reizen waarvoor reeds een reglement werd gecommuniceerd naar de tussenpersonen mogen nog worden uitgevoerd, ook al vinden deze reizen plaats na de inwerkingtreding van de gedragscode en tot uiterlijk 31 december 2020.

ASSURALIA,

Philippe Colle

FVF,

Kelly Schamphelaere

FEPRABEL,

Patrick Cauwert

BVVM-UPCA,

Jean-Jacques Surny

BZB-FEDAFIN,  
Albert Verlinden